

International

# IDENTITÉ DE LA « QUATRIÈME TRANSFORMATION », FEUILLE DE ROUTE D'AMLO ET DE CLAUDIA SHEINBAUM

Jean-Jacques Kourliandsky

26/09/2024

**Portée par un discours centré sur la justice sociale et le pouvoir du peuple, la « quatrième transformation » (ou « 4T »), conceptualisée par Andrés Manuel López Obrador, incarne une volonté de rupture avec l'ordre politique et économique néolibéral au Mexique. Elle est reprise en 2024 par Claudia Sheinbaum, qui l'adapte aux enjeux actuels. Cependant, la mise en œuvre de cette transformation reste marquée par les défis historiques, géopolitiques et économiques, notamment en raison de la proximité avec les États-Unis, que Jean-Jacques Kourliandsky analyse dans cette note de la série *Mexique : d'une présidence à une autre, quel héritage d'AMLO pour Claudia Sheinbaum ?*.**

La « 4T » a été inventée par Andrés Manuel López Obrador (AMLO), candidat victorieux du parti-mouvement Morena (Mouvement de rénovation nationale) à l'élection présidentielle de 2018. La « 4T » a été le mot d'ordre et la ligne de conduite de Claudia Sheinbaum, candidate victorieuse le 2 juin 2024, présentée par Morena et ses alliés du Parti du travail (PT) et du Parti vert écologiste du Mexique (PVEM). AMLO, son concepteur, en a fait la présentation formelle, publique et populaire, le 1<sup>er</sup> décembre 2018, premier jour de sa mandature, devant le Congrès mexicain, et le 2 décembre sur le Zócalo, la « Grand Place » de la capitale aztèque.

La « 4T », la quatrième transformation, a été considérée, pour les électeurs modestes comme pour les observateurs extérieurs, comme la marque locale du progressisme. La « 4T » et AMLO ont donc, sans réserve d'inventaire, été inclus dans la deuxième vague électorale de gauche en Amérique latine. AMLO, avec sa « 4T », aurait été en 2018 le précurseur d'un balancier électoral, passé à droite, ayant retrouvé après sa victoire le cours qui était le sien dans les années 2000. Après AMLO, ont en effet été élus Gabriel Boric au Chili, Gustavo Petro en Colombie, Pedro Castillo au Pérou, Luiz Inácio Lula da Silva au Brésil, Xiomara Castro au Honduras et Bernardo Arévalo au Guatemala.

La « 4T » est-elle assimilable idéologiquement aux référents idéologiques des autres chefs d'État que nous venons de citer ? Quelles sont ses balises idéologiques, quelles sont celles des trois précédentes transformations qui annonceraient la « 4T » ? Le voisinage étatsunien a-t-il une incidence sur la « 4T », son idéologie, ses manifestations qu'elles soient d'ordre interne ou externe ?

Comprendre la « 4T » suppose l'examen préalable des trois précédentes transformations prises comme points relais du projet « 4T » d'Andrés Manuel López Obrador. Ces trois moments sont d'évidence les marqueurs de moments historiques forts pour le Mexique : l'indépendance, la Réforme libérale et la Révolution. D'autres auraient pu être pris en compte, comme la nationalisation des pétroles nord-américains par le président Lázaro Cárdenas del Río, qui a incarné l'esprit de résistance souveraine et d'indépendance énergétique, auxquels est attaché AMLO. Ces choix orientent et définissent une vision de l'histoire du Mexique dans laquelle AMLO a souhaité inscrire sa mandature. Son mot d'ordre électoral en 2021 comme celui de Claudia Sheinbaum en 2024 se réfèrent explicitement à l'histoire, « Continuons à faire l'histoire<sup>1</sup> ». Il y a près de trente ans, l'historien Enrique Krauze, portant un regard sur les présidents élus après la Révolution mexicaine, a éclairé de façon prémonitoire ces recours au passé. « Peut-être », a écrit l'intellectuel mexicain, « que cela est dû à l'ancienneté du pays [...] lieu de rencontre [...] d'un versant de culture occidentale et d'un faisceau de culture indigène [...] sans doute pour cela les Mexicains de toutes les époques ont regardé intensément leur passé<sup>2</sup> ». L'histoire nationale a été un objet d'étude et d'écriture du jeune AMLO, encore étudiant. Sa thèse défendue en 1987 traitait du « processus de formation de l'État national au Mexique, 1824-1867<sup>3</sup> ».

Les trois « T », trois événements de référence choisis par Andrés Manuel López Obrador, témoignent d'une continuité conceptuelle, de l'identité nationale et de l'État mexicain. Ces trois événements ont été des ruptures, violentes, conclues par l'adoption d'une nouvelle Constitution. Tous trois peuvent être identifiés à un personnage hors du commun : le curé Hidalgo qui a lancé le cri de l'indépendance, Benito Juárez qui a porté les valeurs libérales, laïques et anti-conservatrices, et Francisco I. Madero, le lanceur d'alerte révolutionnaire, défenseur de la transparence électorale et démocratique. L'ambition affichée est donc de construire pacifiquement, à la différence des trois précédentes « T », une nouvelle rupture, d'ouvrir une nouvelle étape réconciliant le peuple avec ses dirigeants historiques les plus respectés. « D'abord le peuple », aime à répéter AMLO. Un peuple dominé par des maîtres hier coloniaux et aujourd'hui adeptes du néo-libéralisme. L'indépendance a permis de chasser les détenteurs du pouvoir, extérieurs à la nation en devenir. La Réforme a, du moins en théorie, rompu les privilèges de l'Église et des conservateurs créoles. La Révolution, ici encore selon le récit historique national, a consacré le pouvoir du peuple. Mais les élites de l'argent lui en ont ôté le bénéfice. L'objet de la « 4T » est précisément de le lui rendre.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Cette volonté d'inscrire son mandat dans une histoire nationale posée comme éternelle supposait l'invention d'un charisme historique aux réminiscences religieuses. Ayant contesté sa défaite à l'élection présidentielle de 2006 AMLO, comme Benito Juárez pourchassé par l'occupant français et les conservateurs, a sillonné le pays pour faire valider par le peuple une légitimité présidentielle usurpée. Il a ainsi réincarné, ou tenté d'en faire passer le message, de « la République errante » du président libéral<sup>4</sup>. « La République errante », écrit l'un des auteurs d'un ouvrage qui lui est consacré, Rubén Ruiz Guerra, « est le moment au cours duquel les Mexicains ont lutté pour maintenir la souveraineté, les institutions et l'indépendance elle-même ». Toutes les fins de semaine, AMLO a de la même façon pendant sa mandature visité le pays dans ses profondeurs. AMLO a reçu une double éducation spirituelle, catholique dans son enfance, puis évangéliste avec sa mère<sup>5</sup>. Il retrouve, en interprétant de façon anachronique l'historien mexicain Enrique Krauze, « les traits de l'antique culture mexicaine, théocratique, tutélaire, [...] missionnaire, esthétique<sup>6</sup> ». La « 4T » et son véhicule, AMLO, peuvent répondre à la définition de la religiosité politique de Mircea Eliade. « Divers mouvements politiques », a pu écrire le sociologue d'origine roumaine, « ont une structure mythologique [...] sont des mystiques politiques [...] des comportements religieux camouflés<sup>7</sup> ». AMLO s'est présenté en conférence de presse le 18 mars 2020 avec des médailles présentées comme miraculeuses et protectrices lui permettant de contrer la pandémie de Covid-19 avec succès. Le religieux a été élargi à des personnalités historiques. « Juárez [...] est entré dans le nouveau Panthéon officiel, à côté d'Hidalgo, Morelos et Guerrero. Ils ont ensemble déplacé la Sainte Trinité et la Vierge Marie », a écrit l'historien Rubén Ruiz Guerra. Ces figures du Panthéon officiel ont fait l'objet d'un traitement préférentiel dans les nouveaux livres d'école distribués gratuitement par l'État, suscitant un émoi – politique chez les opposants, mais aussi professionnel chez beaucoup d'historiens. Les tables de la loi ont été dès les premiers mois de sa mandature annoncées tous les matins à sept heures, dans un local de la présidence affecté à la « mañanera », conférence de presse quasi quotidienne où, acceptant toutes les questions, AMLO y répondait à sa manière. Claudia Sheinbaum, dans l'entretien accordé au quotidien espagnol *El País*, ne se voit pas reprendre cet exercice, mais entend malgré tout lui substituer un contact ayant le même objet. La moralité et l'austérité ont constitué par ailleurs une sorte de commandement éthique, résumé dans sa formule d'humanisme politique. Un humanisme moral codifié dans un

texte intitulé « Guide éthique pour la transformation du Mexique<sup>9</sup> », sorte de catéchisme moral comportant 18 « commandements ». Ce texte a été diffusé gratuitement dans quatre millions de foyers. Ce choix moral étendu au traitement de la délinquance devant être abordé avec les bras ouverts et non par la violence a, on le sait, échoué. Claudia Sheinbaum a au cours de sa campagne pratiquement gardé la même ligne, concédant qu'il fallait mettre un terme à l'impunité et réformer la justice. Elle a en effet repris à son compte le code moral de la « 4T ». « Je suis humaniste », a-t-elle déclaré à un journaliste, « c'est une pensée associée à la transformation du Mexique. Elle parle d'honnêteté, d'austérité républicaine, de notre histoire, des droits du peuple et de la dynamique des investissements privés et publics pourvu qu'ils visent au bien-être du peuple<sup>9</sup> ». L'humanisme économique d'AMLO et de Claudia Sheinbaum est une sorte de capitalisme moral et national sans référence à quelque forme de socialisme que ce soit ni à une rupture avec le système économique dominant. Au soir de sa victoire, dans son premier discours, AMLO avait clairement indiqué que sa lutte contre la pauvreté ne supposait aucune réforme fiscale, mais une austérité publique qui, combinée à une lutte contre la corruption, permettrait de dégager des marges budgétaires affectées aux plus nécessiteux. Pas de fiscalité sur les riches pour changer la vie, pas de politique étatisatrice, mais une politique de réduction des salaires des fonctionnaires, de l'indemnité présidentielle, des sacrifices rappelant ceux imposés par Margaret Thatcher au Royaume-Uni. Les gains dégagés ont effectivement été réaffectés à de grands travaux dans les régions sud du pays, aux plus pauvres et dans le social, en particulier avec le programme phare d'aide aux personnes âgées. Cet humanisme éthique et social assumé par Claudia Sheinbaum a été théorisé par AMLO sous le nom d'économie morale<sup>10</sup>.

Tout cela renvoie aux années de formation d'AMLO au sein du PRI, le parti qui a sous diverses appellations dirigé le pays pendant quatre-vingts ans. AMLO a reconstruit la présidence omnipuissante d'antan, sapant l'influence des contrepoids institutionnels, incarnant un paternalisme patriotique, libéral et redistributeur, proche des pauvres et des plus riches, en capacité de se perpétuer. Comme au Brésil, cette option n'a rien d'une rupture de l'ordre économique existant. Des analystes de la gauche brésilienne ont noté la convergence de « politiques qui ne visent qu'à accroître le pouvoir d'achat [...] sans modifier les structures de l'État<sup>11</sup> ». Comme au Brésil, les classes moyennes des grandes villes, qualifiées au Mexique de *fifi* par AMLO, sortent perdantes de cette redistribution des cartes. Écologie, féminisme, minorités sexuelles, équilibres institutionnels et insécurité, revendications classiques de ces catégories sociales sont passés, comme leurs revenus, au second plan, sans être pour autant totalement oubliés. Claudia Sheinbaum est une *fifi*, fidèle aux enseignements d'AMLO. L'adoubement de l'inspireur de la « 4T » lui a assuré le vote des plus démunis. Son origine géographique, la capitale, sociale et intellectuelle, devait lui garantir l'intérêt des classes moyennes. Mexico, fief des *fifis*, est en effet le 2 juin 2024 restée en dépit d'une poussée oppositionnelle dans l'escarcelle de Morena et

de ses alliés.

Il reste un « hic », qui n'a rien à voir avec la « 4T » et l'humanisme économique. Ce « hic » est structurel et géopolitique. Il impose sa réalité à Claudia Sheinbaum, comme il l'a fait avec AMLO et tous les présidents et chefs d'État du Mexique. Il est bien identifié, et souvent euphémisé, et ce sont les États-Unis. Ceux-ci sont, selon la formule attribuée au président dictateur Porfirio Díaz, « si près du Mexique, qui est si loin de Dieu ». « Le Mexique », a écrit, parmi bien d'autres, l'américaniste français Alain Rouquié, « est un État entravé, [...] un État nord-américain »<sup>12</sup>. AMLO a du gérer cette présence, au mieux de la « 4T ». Comme Claudia Scheinbaum va devoir le faire demain.

La « 4T », dans les discours d'AMLO, traite de la menace extérieure. Mais AMLO l'a fait le plus souvent de façon délocalisée, esquivant les États-Unis, ciblant l'Espagne ancienne puissance coloniale et la France qui l'a occupé de 1861 à 1867. AMLO a compensé d'une certaine manière la contrainte extérieure américaine, la plus handicapante pour sa souveraineté, en interpellant le pape et l'Espagne, initiateurs de la colonisation du pays. En 2021, au moment du cinquième centenaire de la chute de Tenochtitlan, capitale des Aztèques, il a demandé au pape, qui s'est exécuté, et au Roi d'Espagne, qui n'a pas donné suite, des lettres d'excuses. Claudia Sheinbaum, dans un entretien accordé au quotidien espagnol *El País*, a renouvelé cette attente et refusé de préciser si, élue, elle inviterait le roi d'Espagne à Mexico.

AMLO a brièvement interpellé Donald Trump et les États-Unis pendant sa campagne de 2018<sup>13</sup> Andrés Manuel López Obrador<sup>14</sup>. Mais le voisinage avec le pays le plus puissant du monde, l'insertion contractuelle dans son espace économique et commercial ont imposé leur vérité. Arrivé au pouvoir, AMLO a réajusté sa vision des États-Unis. « Beaucoup », a-t-il écrit, « pronostiquaient un affrontement entre Donald Trump et moi. [...] la relation a été surprenante [...] respectueuse et constructive<sup>15</sup> ». La meilleure politique étrangère – aurait dit AMLO, conscient de l'impossibilité d'équilibrer un rapport inégal –, c'est d'avoir une bonne politique intérieure. Ne voyageant pas par principe, il n'avait donc pas besoin de justifier les raisons pour lesquelles il n'allait pas aux États-Unis. Le principe ainsi posé a été respecté concernant le monde, y compris l'Amérique latine – il a tardivement visité Belize, Cuba, le Guatemala et le Salvador en 2022, le Chili et la Colombie en 2023. Mais les impératifs migratoires des hôtes de la Maison-Blanche, les différends économiques et commerciaux et ceux portant sur les trafics frontaliers ont été les plus forts. AMLO s'est rendu relativement souvent aux États-Unis.

Il a, en certaines circonstances, effectué des gestes de rupture diplomatique, symboliques, salués par les pays du sud. Il a par exemple exfiltré Evo Morales, alors président de la Bolivie, menacé

physiquement. Il a dans le même esprit refusé d'ouvrir l'ambassade mexicaine à Quito pour remettre aux autorités équatoriennes l'ancien vice-président Jorge Glas, réfugié dans la légation aztèque. Les portes de l'ambassade ayant été forcées et Jorge Glas appréhendé en dépit de l'immunité des locaux diplomatiques, le Mexique a rompu ses relations avec l'Équateur. AMLO a sabordé une réunion de l'Alliance du Pacifique après l'arrestation du président péruvien Pedro Castillo. Il a, à Cuba, condamné les sanctions des États-Unis. Cependant, pressé par les journalistes le 8 août 2023 lui demandant si le Mexique allait rejoindre les BRICS+ (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et un Sud contestant l'ordre international des États-Unis, comme l'avait annoncé l'Afrique du Sud qui était organisatrice d'un sommet du groupe le 22 août suivant, il a répondu directement et clairement qu'il n'en était pas question. « Pour des raisons économiques de voisinage et de géopolitique », a-t-il dit au cours de sa *mañanera* du 8 août 2023, « nous allons continuer à renforcer l'Alliance de l'Amérique du Nord et de toute l'Amérique [...] Notre proposition est de renforcer le traité avec les États-Unis et le Canada<sup>16</sup> ». Ces propos ont été assumés pendant la campagne présidentielle de 2024 par Claudia Sheinbaum, qui en a parlé dans les mêmes termes.

La « 4T » est la ligne de conduite de la nouvelle présidente. Elle va poursuivre la voie tracée par AMLO son prédécesseur et parrain en politique. Va-t-elle pour autant en respecter strictement les codes ou va-t-elle les interpréter à sa manière, en respectant l'esprit tel qu'elle le comprend ? La question reste ouverte et suppose, comme Claudia Sheinbaum l'a affirmé à un journaliste espagnol, que AMLO soit fidèle à son engagement, présenté comme acté, de se retirer de la vie politique. Cela suppose aussi qu'elle puisse bénéficier d'un soutien parlementaire lui permettant d'engager des réformes supposant la modification de certains points de la Constitution. Il semble que ce soit le cas, au vu des résultats provisoires, ce qui pourrait lui permettre de modifier la Constitution pour y introduire des articles renforçant l'égalité entre les femmes et les hommes, la protection des femmes, tout en lui donnant un profil « 4T » bien à elle, féministe.

1. Le mot d'ordre (en espagnol *Sigamos Haciendo Historia*) a été adopté le 19 novembre 2023 comme slogan officiel de la campagne de Claudia Sheinbaum. Il a été conçu en continuité politique et programmatique avec celui de la campagne des législatives de mi-mandat d'AMLO, en 2021, adopté le 23 décembre 2020, *Juntos Hacemos Historia* (Ensemble nous faisons l'histoire).
2. Enrique Krauze, *La Presidencia Imperial*, Barcelone, Tusquets, 1997, p 485.
3. Jorge Zepeda Patterson et al., *Los precandidatos de carne y hueso*, Mexico, Planeta, 2005, p. 20. À noter que le premier livre écrit par AMLO portait le titre *Del esplendor a la sombra : la República restaurada, 1867-1876* (De la splendeur à l'ombre : la République restaurée), Tabasco, Universidad Juárez Autónoma, 1988.
4. Collectif, *La República errante*, Mexico, INEHRM, Instituto Nacional de Estudios Históricos de las Revolucionbes de México, 2016.
5. Jorge Zepeda Patterson, *op. cit.*, p. 35.
6. Enrique Krauze, *La Republica Imperial*, Barcelone, Tusquets, 1997, p. 486.
7. Mircea Eliade, *Le sacré et le profane*, Paris, Gallimard Poche, 1988, p. 175-176.

8. « Guia ética para la transformación de México », texte intégral dans Andrés Manuel López Obrador, *A la mitad del camino*, México, Planeta, 2021, pp. 209-227.
9. *El País*, 30 juin 2024, pp. 2-3.
10. Andrés Manuel López Obrador, *Hacia una economía moral*, Mexico, Planeta, 2019.
11. Fabiana Rita Dessotti, Fabio Luis Barbosa dos Santos, Marcelo Franzoni, *Mexico e os desafios do progresismo tardio*, São Paulo, Editora Elefante, 2019, p. 234.
12. Alain Rouquié, *Le Mexique, un État nord-américain* », Paris, Fayard, 2013, titre de l'ouvrage et p. 387.
14. , *Oye Trump*, Mexico, Planeta, 2017.
15. Andrés Manuel López Obrador, *A la mitad del camino*, *op. cit.*, pp. 95-137.
16. Dans *La Jornada*, Mexico, 9 août 2023.